

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



Investir dans des services de garde d'enfants pour réduire le chômage et le sous-emploi des femmes

RÉSUMÉ EXCÉCUTIF

Ce Policy Brief examine comment le manque de services de garde d'enfants de qualité et accessibles contribue au chômage et au sous-emploi des femmes en Afrique de l'Ouest, en particulier au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, et au Sénégal. L'analyse montre que les femmes consacrent une grande partie de leur temps aux tâches domestiques, ce qui limite leur participation au marché du travail rémunéré. En effet, le manque de services de garde à proximité entraîne un risque accru de 65 % pour les femmes de rester dans le travail domestique. Les données révèlent également que les femmes ayant des enfants en bas âge ont 41 % plus de chances d'opter pour le travail non rémunéré que pour un emploi salarié ou indépendant. Les résultats recommandent d'investir dans les services de garde et d'adopter des politiques ciblées pour améliorer la participation des femmes à l'économie formelle.

POINTS SAILLANTS

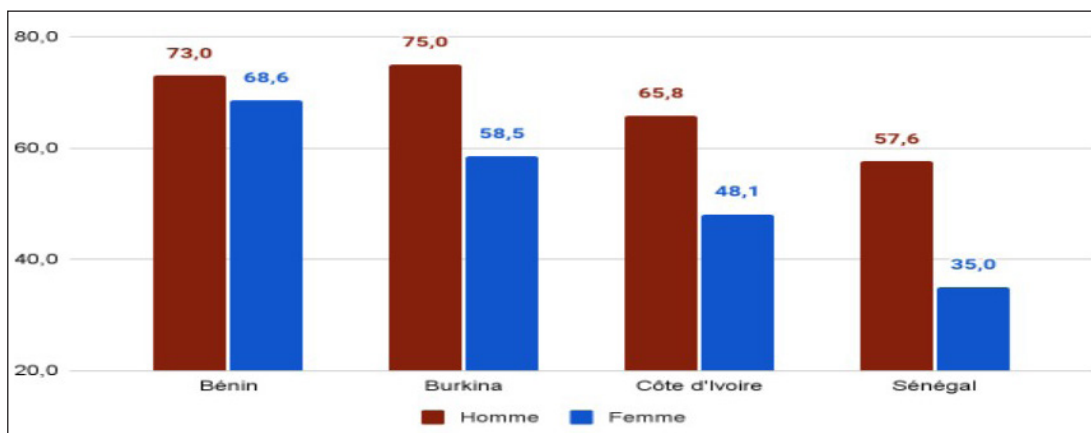
- Près de deux tiers des femmes de la classe moyenne consacrent une grande part de leur journée aux tâches domestiques, limitant ainsi leur potentiel d'insertion dans l'emploi rémunéré.
- Les femmes ayant accès à des garderies proches de leur domicile ont 82 % de chances supplémentaires de choisir un emploi rémunéré par rapport à celles éloignées des services de garde.
- Pour favoriser l'accès des femmes au marché du travail, des garderies de proximité pourraient constituer un levier majeur.
- Il est recommandé de promouvoir l'installation de services de garde de proximité, d'encourager des initiatives privées, et de sensibiliser les acteurs publics et communautaires aux avantages de la garde d'enfants pour l'inclusion économique des femmes.

INTRODUCTION

Les inégalités entre hommes et femmes dans la répartition du travail domestique et du travail rémunéré sont un problème persistant en Afrique de l'Ouest. Les femmes sont plus souvent reléguées aux tâches non rémunérées, telles que la garde des enfants et les travaux ménagers, ce qui limite leurs perspectives d'emploi.

Face à cette situation, il est crucial de comprendre les déterminants qui influencent l'arbitrage des femmes entre travail rémunéré et non rémunéré, afin de proposer des solutions permettant d'améliorer leur participation économique. Cette note examine les facteurs qui affectent les choix des femmes et propose des recommandations politiques pour surmonter ces obstacles.

Taux d'activité en 2018 (en %)



Source : AFRISTAT (ERI-ESI, 2019)

MÉTHODOLOGIE

Cette analyse repose sur des données issues d'enquêtes menées auprès de ménages de classe moyenne dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, et le Sénégal.

L'étude utilise un **modèle multinomial logit** pour examiner les probabilités de répartition du temps entre le travail domestique, le travail salarié et le travail indépendant. Ce modèle est particulièrement adapté pour analyser des décisions à choix multiples, comme ici où la variable de travail est divisée en trois catégories. Les facteurs pris en compte incluent la

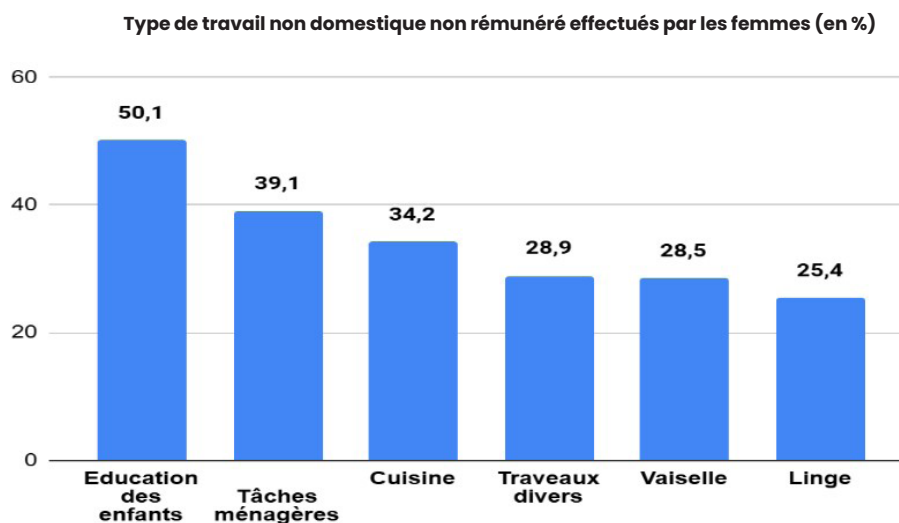
proximité des services de garde, le statut d'emploi de l'époux, le nombre d'enfants en bas âge, et le niveau de revenu du ménage. En complément, une analyse descriptive explore l'influence des charges domestiques sur les perspectives d'emploi pour les femmes. Les statistiques montrent que les femmes de la classe moyenne ayant des enfants en bas âge et vivant loin des services de garde consacrent davantage de temps aux tâches domestiques. En parallèle, les femmes ayant des garderies à proximité présentent une plus grande probabilité d'occuper un emploi salarié, renforçant l'importance des infrastructures de garde pour leur inclusion économique.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

1. Charges domestiques et emploi rémunéré

Les femmes de la classe moyenne consacrent une part considérable de leur journée aux tâches domestiques, particulièrement celles ayant des enfants en bas âge. Selon les données, plus de la moitié des femmes de la

classe moyenne sont impliquées dans des travaux domestiques, limitant leur temps pour un emploi rémunéré. Ce phénomène est amplifié dans les ménages éloignés des services de garde, où le manque d'options pour la garde d'enfants constitue une contrainte majeure à l'insertion économique des femmes.



2. Influence de la proximité des garderies

Les données montrent que les femmes de la classe moyenne ayant un accès facile à des services de garde sont plus susceptibles de choisir un travail salarié. En effet, celles vivant près d'une garderie ont 82 % de chances supplémentaires de participer au marché du travail rémunéré par rapport aux femmes sans accès direct aux services de garde. Cette tendance révèle que la disponibilité des garderies permet aux femmes de libérer du temps pour leur emploi, contribuant ainsi à leur autonomie financière et à leur inclusion économique.

3. Facteurs de choix entre travail domestique et travail salarié

Les résultats mettent en évidence d'autres facteurs influençant le choix des femmes entre le travail domestique et le travail rémunéré, notamment le statut professionnel de l'époux et le nombre d'enfants. Les femmes dont l'époux a un emploi salarié montrent une plus grande inclination pour le travail rémunéré, tandis que celles ayant plusieurs enfants en bas âge préfèrent souvent le travail domestique pour assurer une meilleure prise en charge de leur famille. Ces résultats soulignent l'importance d'une approche globale pour soutenir la mobilité professionnelle des femmes en fonction de leurs réalités familiales, familiales et ambitions professionnelles.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Pour renforcer la participation des femmes de la classe moyenne au marché du travail et réduire les inégalités en matière de répartition des charges domestiques, plusieurs actions politiques sont recommandées.

1. Développer les services de garde de proximité

L'extension des services de garde de proximité dans les zones urbaines et périurbaines permettrait aux femmes de la classe moyenne de participer davantage au marché du travail. Les gouvernements, en partenariat avec le secteur privé, pourraient encourager l'implantation de garderies accessibles et subventionnées, offrant ainsi aux familles une solution fiable pour la garde d'enfants. De telles initiatives réduiraient les contraintes horaires et faciliteraient l'engagement des femmes dans des emplois rémunérés.

2. Soutenir les initiatives privées et parapubliques de garde d'enfants

Pour combler le manque de services de garde dans certaines régions, il serait opportun d'encourager le développement de garderies de quartier à travers des partenariats avec des organisations parapubliques et des ONG. Ces services de garde communautaires,

placés sous la supervision des autorités locales, offriraient une solution de proximité aux familles, contribuant à un environnement de travail plus inclusif pour les femmes.

3. Sensibiliser aux bénéfices des services de garde pour l'inclusion économique

Enfin, il est essentiel de sensibiliser les familles et les communautés aux avantages économiques et sociaux des services de garde. En communiquant sur les bénéfices des services de garde pour l'autonomie des femmes, les gouvernements pourraient promouvoir une utilisation plus large de ces services. De plus, des campagnes d'information pourraient encourager l'investissement dans la garde d'enfants, renforçant ainsi le soutien aux femmes souhaitant concilier responsabilités familiales et ambitions professionnelles.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Abington, C. (2020). The Impact of Government Policies on Female Labor Force Participation Rates. *Journal of Business & Economic Policy* Vol, 7(4).
- Amin, S. M., Rameli, M. F. P., Ab Hamid, N., Razak, A. Q. A., & Abd Wahab, N. A. (2016). Labour supply among educated married women influenced by children. *Journal of Global Business and Social Entrepreneurship (GBSE)*, 2(4), 110-7.
- Khanie, G. (2019). Education and labor market activity of women: The case of Botswana. *Journal of Labor and Society*, 22(4), 791-805.
- Mathieu M. (2019), « L'espace familial et l'offre de travail des femmes : une synthèse des contributions théoriques sur le sujet », *Haïti Perspectives*, vol. 7 n°1.
- Menon, N., & Rodgers, Y. V. (2018). Women's labor market status and economic development.

Mojumder M. (2020), « The Role of Women in The Development of Society », *Journal of Critical*, ISSN- 2394-5125 VOL 7, Issue 02.

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Classe moyenne féminine et demande de service de garde d'enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Coordonnateur :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

Consortium

Université Amadou Mahtar MBOW (UAM), Sénégal
Laboratoire de Recherche sur les
Institutions et la Croissance (LINC)
Université Cheikh Anta DIOP de
Dakar (UCAD), Sénégal

Pour plus d'informations

**Dr Flaubert Mbiekop, Spécialiste de
Programme Principal
Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies,
Dakar, Sénégal
P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal
Courriel : fmbiekop@crdi.ca**

Plan de financement :

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), accord de subvention avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001

Durée : Première échéance : Mars
2021 – Août 2023 (30 mois)

Budget : 488 600 dollars canadiens (CAD)

Site web : <http://www.idrc.ca/FR/Misc/Pages/Open-Access-Policy.aspx>

• Série de Recherches CEDEF

La Série de Recherches GrOW regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (FAUEFAO - www.fauefao.org).

Consortium pour la Recherche
Économique et Sociale (CRES)

Cité Iba Ndiaye Diadji,
n° 1 & 2, Pyrotechnie, près du collège Sacré coeur,
Rue 10 prolongée - Dakar
Phone: (221) 33 864 77 57
E-mail: contact@cres-sn.org
www.cres-sn.org

Auteurs

Denis ACCLASSATO **HOUENSOU**
Nisan Armand **COULYBALY**
Mame Cheikh Anta **SALL**
Adama **BADJI**
Sylvain **HEKPONHOUE**
Modeste **Melain SENOU**
Marcel **IFECRO**

PARTENAIRES



FAUEFAO



IDRC • CRDI

Canada